Le pouvoir aux travailleurs

16 JANVIER 2021

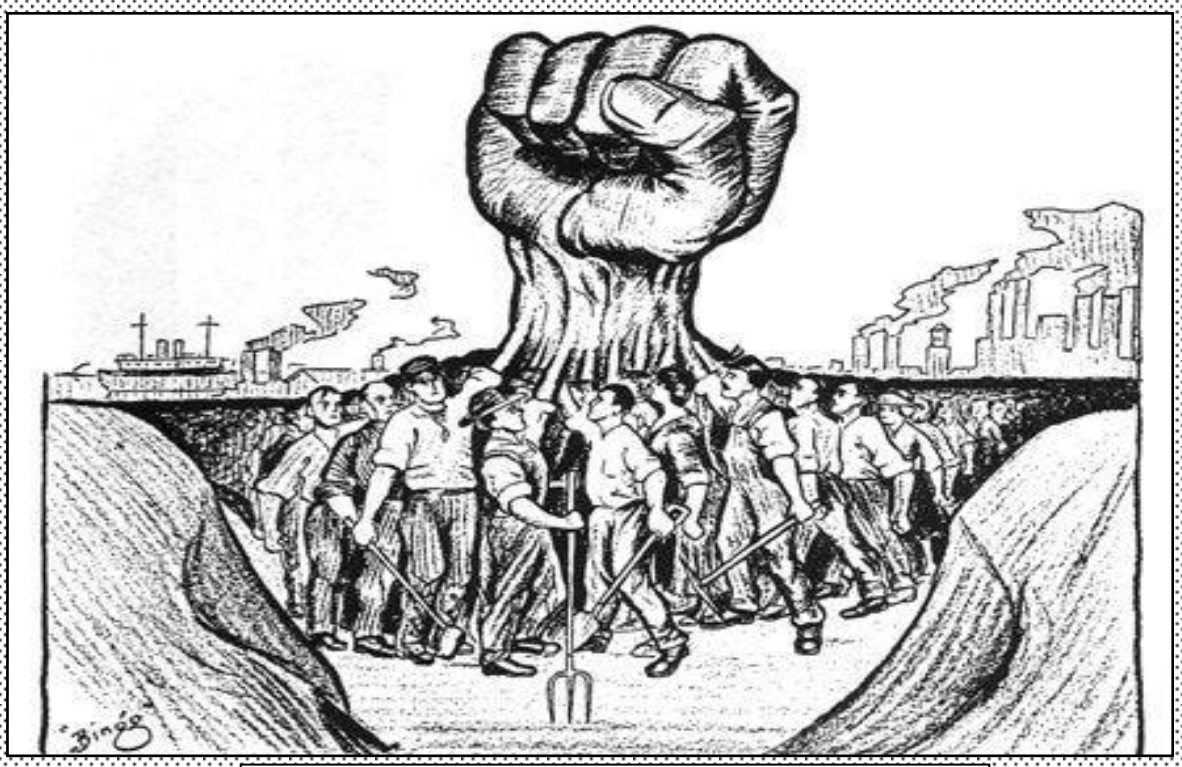
N° 270

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière



L'union des travailleurs fait la force

Éditorial

ICI COMME AILLEURS, LA CLASSE OUVRIÈRE DOIT SE PRÉPARER AU COMBAT POUR SE DÉFENDRE CONTRE LES ATAQUES PATRONALES ET GOUVERMENTALES Page 3 - 4

À BAS LE SYSTÈME DU TRAVAIL JOURNALIER ! Page 5

RECULADE DU GOUVERNEMENT SUR L'AUGMENTATION DU PRIX DE L'HUILE : UNE IDÉE À RETENIR Page 8

POUSSIÈRES POUR LES UNS ET PROFITS POUR LES AUTRES. C'EST RÉVOLTANT ! Page 9

SOMMAIRE	PAGES
ÉDITORIAL :	
- ICI COMME AILLEURS, LA CLASSE OUVRIÈRE DOIT SE PRÉPARER AU COMBAT POUR SE DÉFENDRE CONTRE LES ATTAQUES PATRONALES ET GOUVERMENTALES ……	3 - 4
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :	
- À BAS LE SYSTÈME DU TRAVAIL JOURNALIER !……	5
- CDM : SEULE LA FORCE COLLECTIVE DES TRAVAILLEURS PEUT FAIRE RECULER LE PATRONAT …….....	5 - 6
- GRÈVE DES TRAVAILLEURS D'UNE ENTREPRISE DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE PK 27……..	6 - 7
- COVID-19 : LES AGENTS DE LA SANTÉ RÉCLAMENT LEURS PRIMES !	7
LEUR SOCIÉTÉ :	
- RECULADE DU GOUVERNEMENT SUR L'AUGMENTATION DU PRIX DE L'HUILE : UNE IDÉE À RETENIR ……..	8
- POUSSIÈRES POUR LES UNS ET PROFITS POUR LES AUTRES. C'EST RÉVOLTANT !……	9
- C'EST LE CAPITALISME QUI EST À LA BASE DES TUERIES INTERCOMMUNAUTAIRES !……..	10
- UN MARABOUT RATTRAPÉ PAR L'UNE DE SES VICTIMES ……	11
- LOGEMENTS SOCIAUX : TOUT UN RÊVE POUR LES TRAVAILLEURS … ET DE BONNES AFFAIRES POUR LES PROMOTEURS IMMOBILIERS ! ..	12
- COVID-19 : UNE DEUXIÈME VAGUE ENCORE PLUS MEURTRIÈRE …..	12 - 13
- ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN VUE : ATTENTION AUX PYROMANE-POMPIERS !……	13 - 14
- TAXATION DES LIVRAISONS À DOMICILE : UNE ATTAQUE DE PLUS CONTRE LES PETITES GENS ……..	14 - 15

E d i t o r i a l

ICI COMME AILLEURS, LA CLASSE OUVRIÈRE DOIT SE PRÉPARER AU COMBAT POUR SE DÉFENDRE CONTRE LES ATAQUES PATRONALES ET GOUVERMENTALES

L'année 2020 a été une année particulièrement difficile pour la classe ouvrière et plus généralement pour les classes populaires. À la crise économique mondiale du système capitaliste se sont ajoutées les conséquences désastreuses des mesures sanitaires contre la Covid 19. Et puis, il y a eu aussi dans ce pays en 2020, la crise politique autour de l'élection présidentielle. Elle s'est soldée par plusieurs dizaines de morts et a plongé les quartiers populaires dans un climat d'insécurité.

Malheureusement, l'année 2021 ne s'annonce pas meilleure car la crise économique qui se poursuit et qui s'aggrave, entrainera inéluctablement la dégradation de nos conditions d'existence déjà difficiles. La bourgeoisie mondiale, dans sa soif de faire des profits à tout prix, continuera à faire payer durement les conséquences de la faillite de son système économique agonissant à l'ensemble des travailleurs et des classes populaires de par le monde. Dans chaque pays, la bourgeoisie s'appuiera sur son appareil d'État pour faire supporter des sacrifices de plus en plus insupportables aux classes populaires et pour écraser toute révolte qui pourrait mettre son système en danger.

La Côte d'Ivoire n'échappera pas à cette crise et à ses conséquences désastreuses sur les classes populaires, même si Ouattara s'est vanté lors de son allocution de fin d'année, d'avoir « *inversé la courbe de la pauvreté* » et d'avoir « *presque doublé le revenu par habitant* » en Côte d'Ivoire. Pour les travailleurs qui triment du matin au soir dans les chaines de production, dans les chantiers, les hôpitaux, les bureaux, et autres lieux de travail, et qui ne parviennent pas à joindre les deux bouts malgré les privations de toutes sortes, ces paroles du président sonnent comme une insulte. Leurs revenus n'ont pas doublé mais au contraire baissé d'année en année à cause du blocage des salaires et de l'augmentation incessante du coût de la vie. La misère n'a pas reculé dans ce pays mais au contraire a augmenté.

Un des porte-paroles de Ouattara a même eu le culot de souligner que le signe que l'économie du pays est florissante est que les fêtes de fin d'année ont été joyeuses et bien arrosées. Il fait certainement allusion au nombre impressionnant des feux d'artifices privés qui ont éclairé la nuit du nouvel an dans la capitale économique et au nombre de bouteilles de champagne qui ont été consommées dans les soirées mondaines des quartiers chics d'Abidjan. Mais dans les quartiers populaires, ces fêtes ont été surtout marquées par des privations. Nombreuses sont les familles ouvrières qui n'ont même pas pu s'offrir un poulet pour améliorer le repas du nouvel an. Quant à offrir des jouets ou des gâteaux et autres sucreries aux enfants, cela a été hors de portée de leur bourse. C'est cela la réalité du monde des travailleurs !

Dans certaines entreprises, comme à Filtisac, le patron s'est comporté comme un sinistre père noël en proposant des poulets à crédits à ses employés. D'autres patrons ont fait travailler leurs ouvriers durant les jours fériés en promettant un salaire supplémentaire qu'ils ont tout simplement « *oublié* » de payer. C'est de cette manière que les capitalistes continuent de s'enrichir, crise ou pas crise, sur le dos des travailleurs. Ils agissent ainsi avec mépris et cynisme car ils ont le pouvoir politique de leurs côtés et une classe ouvrière inorganisée pour faire face à leurs attaques.

Les travailleurs n'ont par conséquent rien de bon à attendre de la nouvelle année qui vient de commencer. Ils auront à se défendre becs et ongles pour ne pas sombrer encore plus dans la misère. Leurs conditions de travail et de vie vont s'aggraver car les patrons et leur État vont leur faire subir encore plus de sacrifices au nom des prétendus intérêts supérieurs de la nation, de la solidarité nationale et autres prétextes qu'ils ne manqueront pas de trouver pour nous tromper.

Il faudra donc que les travailleurs se préparent eux aussi moralement et physiquement pour mener leur lutte de classe contre leurs exploiteurs car il n'y aura pas de cadeaux de la part de ces derniers. Faisons tout pour qu'au cours de cette période difficile qui s'annonce, la classe ouvrière relève la tête et s'organise pour contester l'ordre bourgeois et pour en finir avec son système anarchique qui mène le monde vers la catastrophe.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

À BAS LE SYSTÈME DU TRAVAIL JOURNALIER !

Le travail journalier s'est généralisé au fil des années dans le pays au point que l'écrasante majorité des travailleurs dans les zones industrielles sont aujourd'hui des journaliers. Les embauches en CDI sont de plus en plus rares. Résultat, la classe ouvrière s'enfonce de plus en plus dans la misère et la précarité.

À ce sujet, voici le témoignage d'un jeune travailleur journalier de la zone industrielle de Yopougon :

« Mon contrat vient d'être rompu avec Sivop plastique, une entreprise de fabrication de pots en plastique. Je suis en ce moment au chômage et cherche activement un nouveau point de chute. Au départ, j'avais signé un contrat de 11 mois, mais après 10 mois, la direction y a mis fin. Quand j'ai démarré dans cette entreprise, ma tenue de travail m'a été facturée. Les chaussures de sécurité qui sont obligatoires pour entrer à l'usine, ont aussi été à mes frais. Comme tous mes collègues, je n'ai pas été déclaré à la CNPS, je n'ai pas de couverture maladie. Même un simple bulletin de salaire, on n'en avait pas.

Il ne passait pas de jour sans qu'il y ait de renvoi. Et c'était la plupart du temps pour des motifs bidon. Chaque jour, on travaillait avec une épée de Damoclès sur notre tête.

Il est dit officiellement que les recrutements sont gratuits. Mais dans la réalité pour entrer, il faut forcement mouiller la barbe d'un chef, sinon il ne faut même pas rêver d'avoir un poste, ou alors il faut avoir un parent corps habillé un peu gradé qui t'envoie.

Avant Sivop, j'avais eu un contrat de 3 mois à Rodis. Là aussi, il fallait graisser la patte d'un chef avant d'entrer. Les conditions de travail étaient similaires.

Ainsi va la vie pour la grande majorité des travailleurs. Nous allons de petits contrats en petits contrats, d'usine en usine comme des vagabonds. Nous vivons dans la précarité et la pauvreté. Impossible de vivre dans une maison à peu près convenable parce le chômage est omniprésent dans notre vie. Nous habitons des quartiers précaires, dans des Sico-bois, etc.

Dans les luttes avenir des travailleurs, l'un des problèmes qu'il faudra mettre sur le tapis, c'est la fin du système journalier, car on en a vraiment marre ».

CDM : SEULE LA FORCE COLLECTIVE DES TRAVAILLEURS PEUT FAIRE RECULER LE PATRONNAT

CDM (Cote des Métaux) est une société de la zone industrielle de Koumassi. Elle exerce dans le domaine des métaux.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Les travailleurs de cette entreprise sont engagés dans un bras de fer avec leur direction pour l'amélioration de leurs salariales et de leurs conditions de travail.

Voici le témoignage d'un travailleur.

« Dans notre usine, cela fait plusieurs années que nous travaillons 9 heures par jour au lieu de 8. La direction nous fait faire des heures supplémentaires mais elles ne sont pas payées.

Chaque fois que nos représentants se rendent à la direction pour réclamer le manque à gagner, elle les envoie paitre, les menace et les renvoie parfois.

Face au mépris affiché de la direction, on a entrepris de soumettre le problème à nos autorités en allant voir le maire de Koumassi. Ce fut peine perdue. Par la suite, nous avons saisi l'Inspection du travail. La médiation de celle-ci nous a été favorable. Mais après cette démarche plutôt que de régler le problème, la direction a encore licencié certains parmi les meneurs. Visiblement, ce patron n'a vraiment rien à craindre de ces autorités qu'il nargue à souhait.

Mais lorsque nous parviendrons à taper là où ça fait mal, c'est-à-dire en bloquant complètement l'entreprise, on verra s'il continuera son attitude de mépris ».

GRÈVE DES TRAVAILLEURS D'UNE ENTREPRISE DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE PK 27

Les travailleurs d'une entreprises Chinoise fabricant des contre-plaqués dans la zone industrielle de PK 27, ont fait grève récemment pour défendre leurs intérêts.

En effet, dans cette entreprise, les conditions de travail sont particulièrement dures. Les travailleurs sont en contact avec des fours et autres machines dangereuses, mais ils sont sans protection. Il n'y a même pas une boite à pharmacie. Une infirmerie, n'en parlons pas. Ils travaillent de 7 heures à 19 heures, soit 12 heures par jour pour un salaire journalier de 2500 Francs, à peine le Smig. Comment tenir avec un tel rythme et un salaire si bas ? Parmi les travailleurs, nombreux sont ceux qui ont plus de deux ans d'ancienneté mais ils sont toujours journaliers.

Depuis longtemps les travailleurs sont en négociation avec leur direction pour le règlement de ces problèmes. Mais cette dernière, tant qu'il ne s'agissait que de négociations, faisait la sourde oreille. Les travailleurs en avaient assez et ont décidé de passer à la vitesse supérieure en débrayant.

Plutôt que de régler la situation, la direction a fait intervenir les forces de l'ordre pour mater les travailleurs. Une trentaine d'entre eux ont été licenciés. Mais tout ça n'a pas suffi à entamer leur détermination. Ils ont continué leur grève, ont fait venir une télévision de proximité pour crier haut et fort leur ras-le-bol.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Des luttes de ce genre, il y en a dans la classe ouvrière. Ce que nous pouvons souhaiter, c'est qu'elles aillent au-delà d'une seule entreprise pour se généraliser à d'autres afin de donner plus de puissance, car les problèmes des travailleurs sont les mêmes partout.

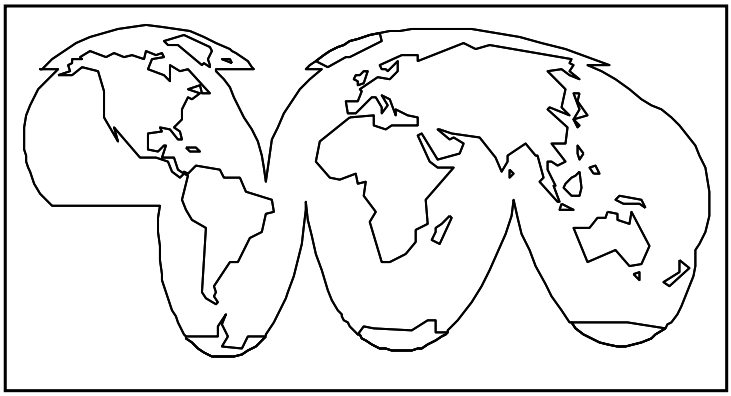
COVID-19 : LES AGENTS DE LA SANTÉ RÉCLAMENT LEURS PRIMES !

Les agents de santé du CHU de Yopougon ont manifesté pour réclamer leur prime COVID-19 qu'ils ne touchent plus depuis quelques mois. Avant eux, depuis le 22 septembre 2020, les ex déflatés de la santé étaient aussi en grève pour réclamer leur prime COVID-19 ainsi que leur réintégration. Même s'ils n'ont pas réussi à faire plier leur autorité de tutelle, ils ont tout de même montré leur mécontentement.

Pourtant, l'État ne cesse d'affirmer haut et fort que ce sont les moyens déployés qui ont permis de juguler l'épidémie. Ces moyens-là, le personnel de santé ne les voit pas sur leur paie ni d'ailleurs souvent dans l'amélioration de leurs conditions de travail. La recrudescence actuelle de l'épidémie expose le personnel de santé et va engendrer un surcroit de travail.

L'État, premier employeur, en traitant ses agents de santé avec mépris, méprise également ceux qui viennent se faire soigner dans les hôpitaux publics.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

RECULADE DU GOUVERNEMENT SUR L'AUGMENTATION DU PRIX DE L'HUILE : UNE IDÉE À RETENIR

Juste après les fêtes de fin d'année, le prix de l'huile de palme a subi une augmentation de 25%. Ainsi, le litre est passé de 1200F à 1500F dans les boutiques. Selon le ministre du Commerce, cette hausse est due à une croissance mondiale du coût de l'huile de palme. Ce monsieur prend les consommateurs pour des idiots car si ce produit était importé on pourrait à la rigueur admettre que l'importateur puisse répercuter la hausse sur son prix de vente. Mais là, il s'agit d'un produit locale, fabriqué avec des graines de palmes qui poussent ici et transformées en huile par l'industrie locale. La hausse du prix sur le marché international n'est rien d'autre qu'un prétexte des capitalistes de la filière pour faire des super profits sur le dos des consommateurs qui ne peuvent pas s'en passer.

Cette hausse scandaleuse a provoqué une indignation et un début de protestation dans la population. Et face au murmure qui commençait à se propager, le gouvernement a suspendu l'augmentation.

Cette reculade du gouvernement face à l'éventualité d'une large mobilisation populaire contre la vie chère donnera peut-être des idées à certains pour réagir contre les prochaines augmentations de prix.

C'EST DU BLAGUER-TUER !

Pour la 1ère fois, « *depuis qu'Abobo est Abobo* », les habitants ont vu un si grand feu d'artifice dans leur commune.

Mais à Abobo, ce n'est pas comme dans les quartiers riches. La qualité de l'électricité ne peut même pas faire tourner les ventilateurs normalement par ces nuits chaudes. L'eau de Sodéci ne coule pas toujours dans les robinets. Les voiries laissent à désirer. Les écoles, les centres de soins, le chômage de masse… tout ça, ce sont des problèmes.

Mais qu'importe ! Le maire, lui, il a trouvé de l'argent pour en mettre plein la vue aux abobolais la nuit du nouvel an.

C'est certainement important… pour sa carrière. Il est déjà 1er Ministre, mais pour passer Président dans quelques années, il lui faudra encore trouver beaucoup d'argent pour amuser ainsi la galerie. Le bourrage des urnes à lui tout seul ne lui suffira peut-être pas. Mais il est à la bonne école, on a vu comment son mentor est passé haut la main !

L E U R S O C I E T E

POUSSIÈRES POUR LES UNS ET PROFITS POUR LES AUTRES. C'EST RÉVOLTANT !

Une nuée de poussière de ciment s'élève en permanence sur l'autoroute du Nord au niveau de la baie du Banco. Cela depuis des mois, sinon des années. Après chaque passage d'un véhicule s'élève un brouillard blanc dans les airs. Or, entre trente et quarante mille véhicules empruntent chaque jour cette voie. Elle fait souffrir les riverains et aussi les passagers des véhicules sans climatisation. Ce qui est le cas des véhicules de transport en commun urbain qu'empruntent chaque jour les travailleurs.

Il existe pourtant un « *Centre ivoirien antipollution* » (Siapol), une « *Agence nationale de l'environnement* » (Ande). Mieux, il y a même un « *ministre de l'Environnement* », chèrement payé !

Mais il a fallu attendre que paraisse un article dans le journal Fraternité Matin pour que ce ministre daigne lever ses fesses de son bureau, se rende sur les lieux et trouve une solution, ne serait-ce que provisoire, en barrant la bretelle poussiéreuse.

Cette poussière est le fait de deux entreprises de production de béton prêt à l'emploi, Abeille béton et Si béton qui jouxtent cette voix.

Le patron de Si béton s'est défendu en prétextant être « *certifié 45001* » sur le plan « *environnement et sécurité au travail* ».

Tous ces gens-là se moquent bien de savoir dans quelles conditions travaillent chaque jour les ouvriers de ces deux entreprises. Autant dire que pour ces travailleurs, le profit des capitalistes a le goût et l'odeur de la poussière qu'ils respirent et qui les tuent à petit feu !

C'EST LE CAPITALISME QUI POLUE LE MONDE !

Une semaine après la parution de l'article dans le journal Fraternité Matin dénonçant la poussière de ciment qui s'élève en permanence sur l'autoroute du Nord au niveau de la baie du Banco et qui a fait sortir un ministre de son bureau climatisé, un autre article dénonciateur est paru. Cette fois-ci, ce sont les entreprises industrielles installés à Bonoua qui sont indexées. Elles rejettent leurs eaux polluées sans aucun traitement préalable, directement dans la nature. Elles s'écoulent à grand débit sur quatre kilomètres et viennent stagner aux alentours de l'hôpital général. Cette situation ne date pas d'aujourd'hui.

Ce n'est là qu'une pollution parmi tant d'autres ! Ce n'est pas par hasard que les poissons meurent régulièrement tous les ans sur la lagune Ebrié, jusqu'à Dabou !

L E U R S O C I E T E

Dans ce monde, il n'y a que le profit capitaliste qui compte. Tous les gouvernements sont au service des possédants ! Alors, de temps en temps, ils font semblant de faire quelque chose.

Le capitalisme lui-même est une pollution qu'il faudra bien un jour éradiquer, mais cette tache-là ne pourra être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

C'EST LE CAPITALISME QUI EST À LA BASE DES TUERIES INTERCOMMUNAUTAIRES !

Il y a encore eu une nouvelle tuerie à Guezon, dans le département de Duékoué, à l'Ouest de la Cote d'Ivoire. Cela s'est passé en fin décembre 2020. Un conflit entre des jeunes Guéré et des Dozos s'est soldé par 7 morts dont des enfants. 36 maisons et 13 hangars ont été brûlés.

Le gouvernement a beau avoir nommé un tout nouveau « *ministre de la Réconciliation nationale* ». Il ne peut faire que du cinéma. Il va distribuer quelques billets de banques aux « *familles éplorées* » pour faire croire que le gouvernement est à la tâche et compatit à la douleur.

Les différents partis politiques ne font pas autre chose. Quant aux imams, aux prêtres et autres sorciers du même genre, ils peuvent faire toutes leurs prières et autres incantations à chaque fois que se produit un massacre de ce genre. Mais ça revient toujours, particulièrement lors des périodes électorales.

La cause profonde de ce problème vient du problème foncier. Avec la population qui s'agrandi, le chômage qui touche toutes les familles, la cherté de la vie et la misère qui l'accompagne, le dernier recours pour avoir un revenu, c'est la terre. Or, il n'y en a pas pour tout le monde.

La terre elle-même, elle est passée plusieurs fois d'un propriétaire à un autre, depuis 1999 et les conflits armés qu'ont connu cette région depuis lors. Elle est passé successivement des mains des ethnies proches des miliciens pro-Gbagbo, pro-Guéi, pro-Soro, pro-Ouattara. À cela il faut ajouter le venin des propos xénophobes des politiciens comme Bédié et autres.

Aucune solution ne pourra être trouvée dans le cadre du capitalisme. Le gouvernement tombera peut-être entre les mains d'une nouvelle équipe demain ; le rapport des forces entre les différentes milices armées en conflit dans cette région pourrait aussi changer ; les terres passeront peut-être entre d'autres mains, mais le problème demeurera entier.

L E U R S O C I E T E

UN MARABOUT RATTRAPÉ PAR L'UNE DE SES VICTIMES

Dans la deuxième semaine du mois de janvier une jeune dame a fait une descente bruyante dans un quartier de Marcory, là où habite son marabout. Ce dernier aurait reçu 75 000 Fcfa de la part de cette femme. En échange, ce marabout devait ''gbasser'' le conjoint de cette dame pour que celui-ci lui donne 500 000 Fcfa, ce qui lui permettrait d'ouvrir son petit commerce. Mais la dame, estimant qu'elle n'a pas obtenu le résultat promis, est allée demander des comptes à son charlatan. C'est le genre de publicité qui n'est pas faite pour lui attirer des clients et c'est tant mieux !

Comme cette femme, nombreuses sont les personnes qui croient encore en la magie, à la sorcellerie et à toutes sortes de croyances. Quand ce n'est pas le marabout, c'est le pasteur, le prophète, l'imam ou le prêtre qu'on sollicite en croyant que cela va résoudre nos problèmes. Et puis on s'aperçoit qu'on s'est fait gruger !

La bourgeoisie favorise ce genre de croyances car tout ce qui endort les exploités et qui détourne leur attention vers d'autres choses que la lutte, lui permet de perpétuer son système d'exploitation.

Comme le dit un couplet du chant révolutionnaire et international des travailleurs : « *Il n'est pas de sauveur suprême … Producteurs sauvons-nous nous-mêmes …* »

TÉMOIGNAGE D'UNE LECTRICE :

« *Je suis issue d'une famille ouvrière. Mon père est ouvrier dans le bâtiment. Ma mère est ménagère. Mon père participe à la construction des villas et des immeubles dans des quartiers de riches. Mais nous habitons une maisonnette dans un quartier de pauvres où l'accès à l'eau potable et à l'électricité est très difficile. Je partais à l'école avec mon frère, mais le faible salaire de mon père ne pouvait couvrir nos frais scolaires. À cause de cela nous avons dû quitter l'école. Malgré cela notre, situation financière ne s'est toujours pas améliorée.*

À l'aide des économies que j'ai pu faire en travaillant chez des riches comme servante, j'ai pu me payer des cours de formation d'aide-soignante. Cela fait plus d'un an que j'ai fini ma formation, je n'ai toujours pas obtenu de travail et je ne cours que de stage en stage sans même de quoi payer le transport.

L E U R S O C I E T E

La situation familiale va de mal en pire, comme dans toute famille ouvrière en générale, avec ces baisses de salaires qui ne disent pas leurs noms, dues à la cherté de la vie. Avant, on pouvait être sûr de manger au moins un poulet pendant les fêtes de fin d'année et de nouvel an ; mais maintenant ce n'est plus une certitude. Pendant qu'on travaille, on n'arrive pas à vivre. On se demande bien quelle sera notre situation quand on n'aura plus la force de travailler.

Pour moi il est temps que nous les exploités, quelles que soient notre origine, notre religion, notre race, nous nous unissions pour changer notre de vie. »

LOGEMENTS SOCIAUX : TOUT UN RÊVE POUR LES TRAVAILLEURS … ET DE BONNES AFFAIRES POUR LES PROMOTEURS IMMOBILIERS !

Le ministre en charge du logement annonce que les logements sociaux seront bientôt une réalité. Mais à leur arrivée au pouvoir ils ont fait tout un tapage sur cette même question. Ils ont demandé aux gens de payer 30 000F ou plus pour seulement s'inscrire dans l'espoir d'avoir un toit. Les travailleurs ont massivement souscrit à ce projet. Mais les plus nécessiteux, ceux qui sont juste payés au Smig et qui sont les plus nombreux, ne peuvent même pas en rêver. D'autant plus qu'il faut payer ensuite 10% du montant total de l'opération pour prétendre à un logement hypothétique. Par contre, les promoteurs immobiliers, les ministres et consort se sont certainement bien frottés les mains, eux qui sont dans ces affaires.

Cette année encore ils viennent dire les mêmes choses en précisant que si les plus démunis n'en ont pas reçu en 2012, c'est parce que c'était un essai et que maintenant la bonne solution a été trouvée. Mais d'abord, Il faudra que chaque candidat aille s'adresser à une banque qui consentirait de lui faire des prêts pour achat de maison. Quand on sait que ces logements dits sociaux coûterait au minimum dix millions, on se demande bien qui prêterait une telle somme à des gens payés juste au Smig ?

Si c'est sur ces gens qui se succèdent au pouvoir que les travailleurs doivent compter pour avoir maison, c'est rêver debout.

COVID-19 : UNE DEUXIÈME VAGUE ENCORE PLUS MEURTRIÈRE

Cela fait maintenant un an que l'épidémie de coronavirus à fait son apparition. Officiellement plus de 2 millions de personnes en sont déjà mortes de par le monde. L'Europe, avec 650 560 morts, est la région la plus touchée, devant l'Amérique latine/Caraïbes (542 410) et les Etats-Unis/Canada (407 090).

L E U R S O C I E T E

Les pays ayant enregistré le plus grand nombre de morts de la Covid-19 sont les Etats-Unis (389 581), le Brésil (207 095), l'Inde (151 918), le Mexique (137 916), le Royaume-Uni (87 295) et l'Italie (81 325). Ces six pays recensent à eux seuls plus de la moitié des décès dans le monde. Lors de la première vague, face à la progression rapide de la maladie, les économies ont été mises à l'arrêt et de plus en plus de pays ont appelé leur population à se confiner. Le 17 avril 2020, un total de près de 4,5 milliards de personnes sont ainsi invitées à rester chez elles, soit 58 % de la population mondiale.

Avec la deuxième vague de l'épidémie qui a commencé en octobre dernier et avec l'apparition de nouvelles variantes de la maladie, le nombre de décès augmente de nouveau.

En Afrique, déjà 3 millions de personnes ont été touchées et près de 75 000 en sont décédées. Rien que cette dernière semaine, il y a eu 6 081 morts, soit une progression de + 20 % par rapport à la semaine précédente. Le pic de mort de la première vague est déjà dépassé. À la date du 14 janvier 2021, la Côte d'Ivoire compte officiellement 24 578 cas confirmés dont 22 964 personnes guéries et 140 décédés.

Pour enrayer la progression considérable du nombre de décès, l'espoir réside désormais dans les campagnes de vaccination lancées à ce jour dans une cinquantaine de pays. Mais tous ne sont pas logés à la même enseigne. Les pays riches se sont taillés la part du lion. 95% des doses ont été utilisées dans seulement dix pays. Les pays africains tardent encore à recevoir leur 1ère dose.

Quand bien même on trouverait des remèdes, la covid-19 continuerait à tuer dans les pays pauvres, tout comme le paludisme qui reste encore aujourd'hui la maladie la plus meurtrière. Ce qui tue dans cette pandémie, c'est le capitalisme.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN VUE : ATTENTION AUX PYROMANES- POMPIERS !

Le cycle des élections continue avec les législatives qui devraient avoir lieu le samedi 6 mars prochain. Déjà l'opposition demande un report car elle trouve que les échéances sont trop courtes.

En Côte d'ivoire les élections sont toujours accompagnées de violence. Les élections présidentielles de décembre 2020 en ont donné le ton. Les élections législatives ont un intérêt moindre, parce ce qu'elles sont locales, mais elles peuvent être émaillées de violence comme en 2016 dans certaines circonscriptions.

L E U R S O C I E T E

Les différents protagonistes ont déjà investi les hameaux et villages. N'ayant pas de programme, ils rivalisent à creuser les différences intercommunautaires pour assoir leur base. À les suivre dans ce jeu, ce sont les populations qui en font toujours les frais. Car dans tous les cas, quelle que soit la future composition du futur parlement, les travailleurs n'ont rien à attendre de tous ces gens.

TAXATION DES LIVRAISONS À DOMICILE : UNE ATTAQUE DE PLUS CONTRE LES PETITES GENS

Le gouvernement, par l'intermédiaire de l'ARTCI (Autorité de Régulation des Télécommunications) a décidé récemment que désormais chaque entreprise ou structure dédiée au métier de livraison à domicile devra au préalable s'acquitter d'une taxe et d'une autorisation d'exercer d'un montant de 5 000 000 FCFA valable pour une période de 10 ans. Ces entreprises doivent en plus ouvrir un dossier à l'ARTCI d'un montant de 400 000 FCFA. Des sanctions sont prévues pour tous ceux qui ne seront pas en conformité avec cette nouvelle obligation : une peine allant de 5 mois à 5 ans de prison ainsi qu'une amende de 300 000 FCFA à 3 000 000 FCFA. Cette décision a suscité, à juste raison, beaucoup de grogne et de mécontentement dans la population ainsi que sur les réseaux sociaux car le gouvernement s'en prend ainsi directement aux nombreux jeunes qui, pour échapper au chômage, se sont lancés dans cette activité moyennant l'achat d'une moto.

Depuis quelques années l'activité de livraison de marchandises à domicile s'est beaucoup développée. Il suffit d'être sur les routes de la ville d'Abidjan pour s'en rendre compte. Un nombre impressionnant de jeunes à moto avec de gros sacs sur le dos se faufilent entre les voitures pour livrer des marchandises diverses. Ces livreurs sont payés à la tâche, donc, pour gagner un peu mieux il faut faire le maximum de courses. Ce qui fait que les accidents sont nombreux et parfois très graves. Pendant la saison de pluies de l'année dernière, certains livreurs avaient même été emportés par les eaux de ruissellement. Il y a aussi les risques d'agression. Il ne se passe pas un jour sans que des agressions de livreurs ne soient signalées. Quand c'est le cas, c'est la moto et la marchandise qui sont volées lorsque ce n'est pas le livreur lui-même qui se fait poignarder ou taillader à la machette.

Si le gouvernement parvient à imposer cette mesure de taxation forte, cela signifiera la mise au chômage immédiat de la plupart de ces jeunes. Ou alors ils devront se faire embaucher par quelques gros bonnets capables de débourser les 5.400.000 francs pour ouvrir une entreprise de livraison.

L E U R S O C I E T E

Derrière la prétendue volonté du gouvernement de vouloir réglementer ce métier en pleine expansion il y a surtout sa volonté d'élargir « *l'assiette fiscale* », c'est-à-dire d'encaisser le maximum d'impôts sur le dos des petites gens. La protection de la santé et de l'intégrité physique des livreurs n'a jamais fait partie de ses préoccupations.

Et dire que ces messieurs au gouvernement passent le clair de leur temps à nous chanter que l'emploi des jeunes est l'une de leurs plus grandes priorités. La réalité est là pour les faire mentir.

PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE : BEAUCOUP DE BRUIT POUR PEU !

Le gouvernement a lancé la 2ème phase de son « *programme* » prétendument destiné à aider « *les familles* » et à « *lutter contre la pauvreté* ». Il s'agit des fameux « *filets sociaux* » !

Ainsi, parait-il, 156 000 ménages auraient perçu depuis fin décembre une somme de 36 000 F chacune. L'État a promis qu'ils recevront cette somme chaque trimestre pendant trois ans. Sachant ce que valent les promesses des politiciens au pouvoir, on a plutôt raison de ne pas les prendre pour argent comptant !

Que cet argent serve à des familles en détresse qui n'ont pas souvent le minimum nécessaire, c'est une évidence. Mais de là à faire croire qu'il s'agit là d'un « *programme de lutte contre la pauvreté* » c'est un mensonge, voire une insulte !

12 000 F par mois pour un ménage qui compte au minimum 5 personnes, c'est à peine la nourriture de quelques jours en forçant bien ! Et ce n'est pas l'augmentation des prix des produits de première nécessité qui va arranger la situation. Sans compter que des familles pauvres, il y en a bien plus que le nombre de 156 000 fixé par le gouvernement.

Le président dans son discours de fin d'année dit avoir inversé la courbe de la pauvreté dans ce pays en la faisant passer d'environ 55% en 2011 à 35% en 2020. On se demande où le gouvernement prend ses chiffres ? Sûrement pas au sein de la population, où la dégradation des conditions de vie est plus que palpable !

Les travailleurs ne peuvent pas attendre d'un quelconque gouvernement pour lutter contre la pauvreté. C'est seulement par leurs luttes collectives qu'ils peuvent faire quelque chose.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.